Université d'automne du Pardem les 8 et 9 novembre 2025 à Paris

Le 11-09-2025

Télécharger ou imprimer au format PDF

INSCRIVEZ-VOUS !

SUR TOUS LES FRONTS :
DÉBLOQUER LA FRANCE ET SE LIBÉRER DE LA DICTATURE DE « L'ARGENT ROI »

Alors que depuis ces dernières décennies les populations occidentales étaient invitées à détourner leur regard des guerres militaires lointaines, la « guerre économique » prévalait, sans chars, ni bombes. L'Union européenne s'était drapée de la vertu de garantir la paix et la coopération, sur le sol européen. Mais l'examen des faits montre une réalité bien différente. Certes le capitalisme néolibéral a opté pour la guerre de la concurrence entre les pays tout en affaiblissant les nations, les peuples et les salariés, à coup de délocalisations et de désindustrialisations, de gel des salaires, de chômage comme mode de régulation de l'inflation, de paupérisation des services publics, de libéralisation et de privatisation, de reculs des droits sociaux entraînant l'accroissement du nombre de pauvres (plus de 10 millions en France). Mais pour autant, le capital ne s'est jamais exonéré de mener des guerres militaires.
Loin des yeux, loin du cœur. À des milliers de kilomètres de l'Europe (il est intéressant de noter comment la guerre en Yougoslavie est si souvent oubliée) et des États-Unis, les guerres et leurs cortèges de morts, de blessés, de déplacés, de destructions, se sont poursuivies en même temps que la guerre économique. Elles furent présentées aux populations occidentales comme justes et utiles : menées au nom de la démocratie pour libérer des populations lointaines de la dictature et de la misère… Le bien étant toujours du côté des guerriers-sauveurs occidentaux qui s'arrogent un droit d'ingérence au nom de la « démocratie », le mal étant lui du côté des « méchants », des autres, là-bas, ailleurs.
Du côté de l'Europe, le beau récit avait ses images et ses héros, tel un BHL (Bernard Henri Levy), chemise blanche et poitrail à l'air, soutenant les Ukrainiens qui manifestaient pour la liberté, en fait celle d'entrer dans l'Union européenne, drapeaux étoilés claquant au vent, au nom de la « Révolution orange ». Les médias, à l'unisson, saluaient cet élan démocratique, masquant ainsi la réalité d'un pays corrompu et gangréné par des organisations pro-nazies, ou encore des ONG défendant le droit d'ingérence… L'OTAN semblait une évidence, invincible et nécessaire. Les morts

lointains étaient des dégâts collatéraux. Les guerres saintes pour évangéliser le monde entier et le convertir au modèle « démocratique », de préférence anglo-saxon, furent peu dénoncées et finalement tolérées. Et c'est toujours le cas. En réalité, le but est de faciliter et d'accélérer la main-mise sur les terres, les métaux, d'y établir des multinationales occidentales à moindre coût, de maintenir les populations locales dans la dépendance et la pauvreté pour mieux faire fructifier le capital des grands actionnaires et de leurs amis proches et bien sûr, concquérir des places géostratégiques.
Les peuples des pays membres de l'UE, sont pris en otage, embarqués dans les soutiens à la guerre de leurs gouvernements qui dépensent sans compter pour financer matériels de guerre et aides financières à Zelinsky, ainsi que des milliards à l'OTAN ! (et bientôt 5% du PIB prévus).
Bref, la souveraineté populaire, arrachée à la noblesse par la Révolution française est presque devenue un truc de très vieux boomers…
Rappelons-nous que le dernier referendum sur le Traité constitutionnel européen date de 2005, repoussé par les citoyens français, a il a été violé en bande organisée par le gouvernement, les députés et sénateurs réunis en congrès, qui ont adopté le Traité de Lisbonne, donnant les pleins pouvoirs à l'Union européenne et dépouillant ainsi le parlement français d'une grande partie de ses prérogatives. 20 ans plus tard personne ne peut ignorer que le budget de la France est en réalité le budget que l'Union européenne prescrit à la France… Il faut respecter les limites définies par l'UE, il faut emprunter sur les marchés financiers puisque la France a été dépouillée de sa souveraineté monétaire, budgétaire et économique. Elle doit de plus se plier aux accords de commerce international signés par l'UE, etc.
Ni l'Assemblée nationale, ni le Sénat, ni les collectivités territoriales ne peuvent déroger aux règles de l'UE et aux principes néolibéraux qui la fondent et orientent tous ses choix…
Les Français ont conscience que le monde ne tourne plus rond, que nous assistons à l'organisation d'un immense chantier de démolition du pays et de sacrifice des intérêts du plus grand nombre et que les institutions de la République ne permettent pas de répondre aux aspirations populaires, aux besoins sociaux et économiques , que les directions syndicales ont enfermé le mouvement syndical dans l'impuissance tout comme les partis politiques qui dénoncent sans créer de neuf.
L'Université d'automne du Pardem est pour tous ceux et celles qui résistent aux sirènes de la fatalité, à la guerre et qui veulent que la France et ses citoyens retrouvent leur liberté et leur souveraineté. Venez débattre sans tabou et échanger pour décrypter les faits et construire une alternative de déblocage de la France !

PROGRAMME

SAMEDI 8 NOVEMBRE

9h00 - Accueil

9h30 - 11h30 - 20 ans après : Que sont devenus les partisans du non au TCE ?
Le 29 octobre 2004, à Rome, les chefs d'État et de gouvernement du système de l'Union européenne adoptaient le « Traité établissant une constitution pour l'Europe » (TCE). La France, comme quelques rares autres pays, décidait d'organiser un référendum pour le ratifier. Il eut lieu le 29 mai 2005. Avec une participation de 69,33 %, le NON l'emportait avec 54,67 %. L'adoption du Traité de Lisbonne a été un coup d'Etat pour se débarrasser du vote des Français. Vingt ans après le NON des Français, où sont passés les tenants du NON ?
Intervenants : Fadi Kassem (PRCF), Danielle Goussot (RPS-Fiers), Jacques Nikonoff (Dynamique populaire constituante) et Michèle Dessenne (PARDEM)

Les guerres militaires

11h30 - 12h30 - Yougoslavie (1991-2001)
L'UE avait promis la paix ! Comme un vœu pieux. Pourtant elle a contribué à l'explosion de la fédération de Yougoslavie avec l'OTAN notamment. Pour qui ? Pourquoi ? Mais qui s'en souvient ?
Intervenant : Olivier Frot (Docteur en droit, militaire retraité ex-commissaire-colonel (ER), ayant servi en Yougoslavie, signataire de la résolution citoyenne)

Déjeuner sur place

13h30 - 15h00 - Ukraine / Russie, de quoi s'agit-il ?
D'où provient le conflit Ukraine/Russie ? L'impérialisme des États-Unis version Trump, hégémonie de l'Otan, rôle de l'UE
Intervenants : Joël Perichaud, secrétaire national aux relations internationales du Pardem et Fadi Kassem du PRCF.

15h00 - 16h15 - Situation de l'économie russe après le 18e paquet de sanctions de « l'Occident collectif »
Intervenant : Jacques Sapir (Spécialiste de l'économie russe et des questions stratégiques ainsi que théoricien de l'économie, il a publié de nombreux livres, le dernier est *La Fin de l'Ordre Occidental ?* Perspectives Libres, 2024.

16h30 - 17h45 - Des militaires français disent non !
Des milliers de militaires français ont lancé une pétition et ont interpellé le Premier ministre sur le non-respect de la constitution française à propos des dépenses engendrées pour financer l'armée ukrainienne, en matériel et en argent sonnant et trébuchant, sans respect pour la Constitution française qui oblige à un vote du Parlement. Une résolution a été déposée au Sénat par le sénateur Alain Houpert, enregistrée sous le numéro 547, sans réponse… Des milliers de civils soutiennent ces militaires. Un groupement, le GFCL, s'est constitué pour poursuivre les interpellations.
Intervenants : Régis Chamagne (colonel de l'armée de l'air en retraite), Jacques Nikonoff (DPC), Michèle Dessenne (Pardem), Danielle Goussot (RPS-Fiers), (membres du Groupement citoyen France libre (GCFL).

17h45 -19h00 - Gaza/Israël/Iran
Rôle des USA et de l'UE, aux côtés d'Israël et narrations médiatiques
Intervenants : Meriem Larbi, auteure, Joël Perichaud et Patrick Serres (Pardem)

Image

Ci-gît l'Humanité. L'auteure s'indigne des silences complices et des justifications cyniques qui trahissent une pensée coloniale profondément enracinée en Occident. Ce livre, entre témoignage personnel et chronique engagée, interroge les valeurs proclamées par les puissances occidentales et met en lumière les mécanismes médiatiques qui légitiment l'oppression.
Meriem Laribi est une journaliste indépendante. Elle collabore régulièrement avec Le Monde diplomatique et Orient XXI, et elle a également co-réalisé, avec Maïlys Khider, un documentaire produit par Le Média intitulé Gaza : fuir le génocide (2024).

Pause : 19h00 - 19h30

19h30 - 21h00 - BRICS + : un monde multipolaire ? Que peut-on en attendre ?
Comment comprendre ce nouveau regroupement géostratégique faisant face à « l'Occident global » ? Si l'on veut mieux saisir les nouvelles opportunités qui s'en dégagent, on peut voir cette innovation historique comme le regroupement de toutes les puissances productrices (face à des sociétés occidentales toujours plus financiarisées et désindustrialisées) décidées à s'organiser et coopérer économiquement et militairement afin de préserver leur souveraineté de la domination prédatrice et guerrière de l'Occident tenu par l'hégémonie états-unienne.
Nous tenterons ensuite de comprendre le nouvel ordre du monde impliqué par cette dynamique et ses implications stratégiques, ainsi que les leçons historiques à en tirer, en particulier le rôle de l'industrie dans ce processus et la trajectoire de l'Occident au XXe et XXIe siècle de ce point de vue rétrospectif.
Enfin, il sera temps d'en tirer des conclusions stratégiques pour tous ceux qui veulent restaurer la souveraineté de notre pays et le redémarrage du progrès social. Nous verrons pour quelles raisons pratiques il faudra qu'une France redevenue souveraine se rapproche des BRICS, voire les rejoigne, après avoir répondu aux principales critiques que les progressistes font à ce regroupement.
Intervenants : Gilles Amiel de Menard, Joël Perichaud (Pardem)

Dîner à l’extérieur

DIMANCHE 9 NOVEMBRE

9h00 – 10h15 - La route de la décivilisation

Image

Comment notre monde a-t-il basculé dans la décivilisation ? Comment sommes-nous passés d'une jugulation de la violence à sa libération ? De la crise des subprimes à l'idéologie de la crise, un livre pour comprendre notre présent et préparer notre avenir. Partout en Occident la brutalisation du monde avance. Non seulement le « néolibéralisme » n'a pas produit de « fin de l'histoire » mais, pour répondre à sa crise, des codes plus brutaux, des contestations diverses, se sont faits jour. Comment en est-on arrivé là ?
Présentation par l’auteur de *La route de la décivilisation, la fin du national populaire* , publié chez Cerf , suivie d’un débat.

10h30 - 12h00 - Stopper la désindustrialisation, réindustrialiser la France et créer les conditions d’échanges internationaux fondés sur la souveraineté des pays avec la Charte de la Havane réactualisée.
Intervenants : Jacques Nikonoff (Dynamique populaire constituante), Joël Perichaud (Pardem)

Déjeuner sur place

13h00 - 14h45 - Budget de la France sous tutelle de l'UE et des marchés financiers, économie au service de la guerre
Ne cherchez plus qui tient la plume du budget de la France... État des lieux : la « dette », les budgets de classe imposés au peuple, les rapports de forces : mouvements, syndicats et organisations politiques.

Où en est-on de la riposte et de la construction d'une alternative politique et institutionnelle ?
Intervenants : Jean-Michel Toulouse, membre du Bureau politique du Pardem et Fadi Kassem du PRCF

15h00 - 16h30 - Souveraineté « européenne » ou souveraineté de la France et du peuple ? Il faut choisir !
Table ronde avec Fadi Kassem (PRCF), Danielle Goussot (RPS-Fiers), Jacques Nikonoff (DPC), Michèle Dessenne (PARDEM)

CLOTURE DE L'UA

Cliquez ici pour télécharger le PDF

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire